



**HAL**  
open science

## De la radicalisation et de ses traitements

Fethi Benslama

► **To cite this version:**

Fethi Benslama. De la radicalisation et de ses traitements. Cités : Philosophie, politique, Histoire, 2017, 2017/1 (N° 69), pp.115-124. hal-04132496

**HAL Id: hal-04132496**

**<https://hal.science/hal-04132496>**

Submitted on 22 Jun 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*De la radicalisation et de ses traitements*

FETHI BENSLAMA

– *Yves Charles Zarka* : Le terme de « déradicalisation » est constamment employé par les médias et les politiques pour parler de la nécessité de faire sortir certains jeunes ou moins jeunes de l'emprise islamiste. Ce terme vous paraît-il convenir ?

– *Fethi Benslama* : L'usage auquel donne lieu ce terme de « déradicalisation » oscille entre ignorance, illusion et tromperie. D'abord, en voulant désigner le contraire ou la cessation de la « radicalisation », il suppose que cette notion correspond à une catégorie homogène. Or, c'est loin d'être le cas. On y trouve l'adolescent en crise d'identité qui n'ira pas plus loin que l'affichage de stéréotypes salafistes, mais aussi celui qui veut devenir un combattant, désire se rendre sur un terrain de guerre ou s'y est déjà rendu ; celui dont l'engagement est altruiste et réfléchi, et la jeune femme séduite

par un beau combattant et qui rêve de devenir la veuve d'un martyr ; on y met le délinquant qui veut se repentir en se donnant le carcan d'une discipline idéologique et rituelle de fer, avec celui qui veut anoblir ses pulsions antisociales et devenir un tueur légitime au nom d'une loi divine supérieure ; le marginal isolé qui a saisi l'occasion de se socialiser dans un groupe d'individus qui réparent leur préjudice réel ou imaginaire par une religiosité vindicative, mais aussi parmi eux, ceux dont la haine du pays natal peut les faire basculer dans le passage à l'acte vengeur, dans certains cas ils ont déjà commencé ou apporté leur concours à un projet terroriste. Il y a le prêcheur fondamentaliste quiétiste, mais également le prédicateur qui recrute pour le jihadisme, et celui dont les troubles psychiques sont un ressort majeur dans l'adoption de

discours et de conduites extrémistes, voire d'un délire. Bref, sans citer tous les cas de figure, très nombreux, la radicalisation est une notion à large spectre qui rassemble des processus, des états, des comportements, des finalités très disparates, des individus qui appartiennent à tout le spectre des organisations normales et psychopathologiques, en passant par les états limites. Croire qu'à cette diversité, il y a un traitement que l'on peut qualifier de « déradicalisation », qui consisterait à les faire renoncer aux mauvaises idées qu'ils ont adoptées, à l'engagement qu'ils ont choisi, à ce qu'ils sont devenus, en les réduisant, ou pire encore, en pratiquant un « lavage de cerveau » pour les rétablir dans une normalité sociale, politique, religieuse ou psychologique, relève de la simplification qui méconnaît, ou veut ignorer, ce qu'on met sous ce terme de radicalisation et la raison de son apparition aujourd'hui dans l'univers du discours sur la crainte et l'insécurité.

Je rappelle que la radicalisation est une notion descriptive et comportementale qui s'impose à partir des attentats de septembre 2001 aux États-Unis pour désigner une menace permanente, polymorphe et globale. Elle peut être de nature politique, religieuse, ethnique, économique, technique, etc., susceptible de donner lieu à la violence, notamment terroriste,

mais pas nécessairement. La radicalisation nomme cette menace hétérogène réunie en un tout. Même si c'est l'extrémisme islamiste qui y domine, il s'agit de la construction d'une catégorie holiste qui va s'imposer dans toutes les langues et dans tous les pays. Pourquoi ? Parce que les attentats de 2001 aux États-Unis n'inaugurent pas seulement une nouvelle aire dans le terrorisme ; ils montrent que nous sommes déjà dans un monde où les repères de la menace ont changé par rapport à celui qui a prévalu depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et pendant la guerre froide. Les menaces et les confrontations violentes y étaient contrôlables par les États dans un ordre polarisé, telles que Est/Ouest, par exemple. Dans le monde où nous vivons aujourd'hui, la menace est dépolarisée et échappe à la surveillance étatique, même la plus grande puissance n'est plus à l'abri, il n'y a plus de sanctuaire. Le monde interconnecté où circulent les informations, les biens, les hommes, les idées, est devenu un immense espace quasiment incontrôlable. Tous les pays sont devenus vulnérables, la menace est à la fois prévisible et imprévisible : on est sûr qu'il y aura un attentat, mais on ne sait ni où ni quand ; les cibles sont infinies et les modes d'action le sont tout aussi bien ; des moyens très simples et accessibles à tous peuvent provoquer des massacres.

Il n'est plus possible de rendre les frontières étanches, et lorsqu'on établit un contrôle très sévère, c'est pour une période limitée avec des moyens militaires considérables. Pour les pays démocratiques les plus ouverts, les plus vulnérables, la militarisation affecte leurs fondements politiques et juridiques. La menace n'est plus localisable, elle traverse les échelles de la plus petite à la plus grande : ce qui a lieu dans une ville, dans un pays, dans une région va contaminer d'autres villes et d'autres pays, toucher les régions voisines, va ébranler le continent, se disséminer dans le continent voisin, devenir planétaire. La guerre en Syrie, qui se répercute dans les milieux urbains européens, est un cas exemplaire de la condition actuelle. La porosité des échelles fait que la menace qui apparaît au niveau micro, se répand au plan macro par emboîtement. Devant cette menace gigogne, globale, fluctuante, disséminée, les États ont perdu la construction immunitaire qui a permis l'existence des espaces internes pacifiés, d'où l'état d'urgence continu et à bout de souffle, qu'on le désigne comme tel ou pas. La réponse sécuritaire que les États ont trouvée est la surveillance technologique des flux. Ce sont des filets jetés sur d'immenses étendues d'activités humaines ; ils charrient des masses de données où des algorithmes ont la charge de débusquer les menaces insinuées partout.

L'activité de renseignement aboutit à la construction de *Big data* gérées par des robots informatiques, et ça n'a plus rien à voir avec les fichiers policiers d'antan. Voilà la matrice du terme « radicalisation » : une nouvelle menace phénoménale et son traitement en flux. On pourrait dire que le monde est en prise avec « une fluxation de la menace », et si on revient à l'étymologie du mot « flux », il s'agit d'une menace semblable à l'écoulement d'un fluide. Cela rejoint l'idée de « vie liquide » de Zygmunt Bauman<sup>1</sup>. L'exemple de ce qui s'est passé en France en 2014 illustre ce phénomène. Au milieu de l'année, le gouvernement se réveille en sursaut et adopte l'idée de la radicalisation comme menace majeure. Il l'inscrit dans un discours officiel et dans un dispositif de détection et de traitement qui n'existaient pas auparavant. En janvier 2015, il y avait selon le ministère de l'Intérieur 1000 signalements d'individus radicalisés ; en juin 2015, ils étaient 4500, en février 2016, on en comptait 8250, aujourd'hui il y en a 15 000. Par ailleurs, il y a les fichés S, au nombre de 20 000 environ, qui représentent une menace sur la sécurité de l'État, ce qui n'est pas nécessairement le cas des radicalisés signalés. La moitié des fichés S appartient à

---

1. Zygmunt Bauman, *La Vie liquide* (2005), trad. fr. C. Rosson, Paris, Fayard, 2013.

la mouvance salafiste et jihadiste, l'autre moitié ce sont les militants du PKK, des mouvements tamouls, du Hezbollah, des écologistes zadistes, du Bloc identitaire, etc. Les fiches ne comportent pas seulement le nom et quelques coordonnées, mais un grand nombre de renseignements. Dans le cas des radicalisés, ce sont des centaines d'informations par personne, souvent rapportées par les familles des concernés, que le *Big data* absorbe, qui peuvent donner lieu à des croisements de toutes sortes. On devine le problème que posent l'analyse et l'exploitation de ces données. Ce n'est pas tout de numériser les bases de la menace, le traitement dans la réalité confronte à sa liquidité insaisissable, c'est une crue montante qui nécessite des moyens policiers considérables et des méthodes inédites, lesquels seront de toutes façons insuffisants pour parer au caractère océanique de la menace. La bouée de la « déradicalisation » est alors jetée, officiellement dans le rapport du député Sébastien Pietrasanta, publié en juin 2015<sup>2</sup>. L'idée est reprise à partir d'expériences en cours dans d'autres pays ; expériences très limitées, dont on sait peu de chose, mais voilà que

---

2. S. Pietrasanta, « La déradicalisation, outil de lutte contre le terrorisme » : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/154000455.pdf>

la magie du mot fait son effet : il y aurait non seulement les barrages sécuritaires, mais la possibilité d'un recyclage des fluides dangereux. On sait si peu ce qu'il faut faire avec l'idée de « déradicalisation », que le projet du premier centre annoncé après les attentats de janvier 2015 ne voit le jour qu'en septembre 2016. Pendant ces seize mois, une génération spontanée d'experts de la radicalisation voit le jour, c'est une aubaine, d'autant que les différents ministères vont commencer à injecter de l'argent ; aujourd'hui les collectivités locales sont appelées à s'investir. Il faut montrer qu'on fait quelque chose, après les attentats sanglants. Voici que voit le jour ce qu'on pourrait appeler l'*uber radicalogie*, c'est une spécialité qui n'a pas besoin de beaucoup de connaissances et d'expérience de la réalité ; des individus et des associations s'y mettent pour traiter de la radicalisation et même devenir formateurs des acteurs publics. Apparaissent des mises en scène dans les médias et dans le cinéma qui nous donnent à voir les crises de radicalisation et leur résolution dans la déradicalisation, à l'instar d'un exorcisme. Dans certains cas, on a recours à des radicalisés pour « déradicaliser » des radicalisés ! L'état actuel des lieux, c'est beaucoup de n'importe quoi par n'importe qui.

Pourtant, les chercheurs qui ont travaillé sur le terrorisme existent

avant 2001. Par la suite, les sciences sociales et politiques ont adopté la notion de radicalisation pour constituer un nouveau corpus et un savoir descriptif et comparatif. Cela a donné lieu à un changement de regard qui a complété celui que l'on portait sur le terrorisme. Celui-ci était centré sur l'étude des groupes usant de la violence idéologique et de sa signification politique et sociale. La notion de radicalisation a permis d'introduire la prise en compte des individus, de leur subjectivité, de leur parcours, de leurs interactions dans les groupes auxquels ils adhèrent. Il s'agit d'une approche en termes de processus des trajectoires individuelles qui les conduisent vers la violence. Même si l'islamisme occupe la place centrale aujourd'hui dans ces travaux, cette approche concerne d'autres idéologies. Elle a donné lieu à des études rétrospectives sur les acteurs de mouvements tels le groupe d'*Action directe* en France, ou bien celui de la *Fraction armée rouge* en Allemagne, pour ne citer que ces deux cas parmi bien d'autres. La méthode comparative entre les mouvements permet d'étudier les régularités et les écarts, d'une part entre la radicalisation sans violence et avec violence, et d'autre part dans l'espace et dans le temps. Le CNRS a publié un rapport concernant ces

travaux<sup>3</sup>. Mais la complexité dont les chercheurs font état, leur prudence ne convient pas à ceux qui ont hâte de tirer profit de l'aubaine. On a entendu le Premier ministre dénoncer les explications des chercheurs, assimilées à des excuses ; il est vrai qu'il est revenu sur ses déclarations, et a créé récemment un « Conseil scientifique sur la radicalisation », auprès de lui. On peut rappeler aussi l'avertissement du rapport présenté au Sénat par Jean-Pierre Sueur<sup>4</sup>. Il indique les réserves de la commission d'enquête quant à l'idée de « déradicalisation », en insistant sur « la complexité du processus ainsi désigné qui, s'il doit avoir une quelconque chance d'aboutir, ne peut se résumer à l'application de quelques recettes psychologiques destinées à opérer une "rééducation" des individus concernés [...] ». C'est à une telle pratique, qui semblerait dès lors assez proche d'un "lavage de cerveau", que le terme de déradicalisation fait irrésistiblement songer ».

Non seulement je partage ces réserves, mais je préconise l'abandon du

---

3. ATHENA, « Recherches sur les radicalisations, les formes de violence qui en résultent et la manière dont les sociétés les préviennent et s'en protègent. État des lieux, propositions, actions », mars 2016.

4. Rapport de M. Jean-Pierre Sueur, fait au nom de la CE moyens de la lutte contre les réseaux jihadistes, 1<sup>er</sup> avril 2015. <https://www.senat.fr/notice-rapport/2014/r14-388-notice.html>

terme « déradicalisation » pour toutes les raisons indiquées en amont, et pour d'autres raisons éthiques, politiques et pratiques. Lorsque le premier centre d'« Insertion et de citoyenneté » – créé par le gouvernement à Beaumont-en-Véron pour accueillir des radicalisés volontaires – a ouvert ses portes, la plupart des candidats ont fui, le jour même de l'inauguration. Ils ont indiqué qu'ils refusaient d'être « déradicalisés », ainsi que les médias l'ont évoqué. La connotation péjorative et passivante de ce terme est, en plus de sa fausseté quant au réel de la chose, un obstacle à toute prise en charge qui implique nécessairement de ne pas réduire l'autre à un objet, voire même à un être nuisible à éradiquer. Je propose de parler d'une *politique des traitements de la radicalisation*, le pluriel est exigé, car il faut un diagnostic différentiel, des approches spécifiques et variées, en rapport avec la complexité du réel.

– *Y. C. Z.* : Comment expliquer que l'emprise des islamistes radicaux soit si forte ? Pensez-vous que cela tient à un déclin des convictions et des idéologies dans un pays comme la France ?

– *F. B.* : La radicalisation islamiste, sa puissance d'emprise, sont un phénomène surdéterminé, c'est une condensation qui résulte de plusieurs facteurs : politiques, religieux, sociaux, démographiques, psychologiques. Il faut d'abord l'inscrire dans le changement des

repères de la menace et du monde qui leur correspond ; disons du monde qui se dévoile à travers la poussière des tours du World Trade Center. Il faut s'occuper de ce qui se passe en France, mais arrêter de penser hexagone, le problème est mondial ou global. Quelle que soit la réaction qui a suivi les attentats de 2001, les acteurs de cette attaque ont laissé dans leur sillage l'idée que le maître et son édifice le plus haut sont atteignables. « L'érection phallique de l'Occident a pris un coup », il suffit d'écouter le discours des jeunes jihadistes pour réaliser que ce n'est pas une plaisanterie. La guerre que mène l'islamisme radical n'est pas une guerre réelle seulement, elle articule les dimensions imaginaire et symbolique autour d'un enjeu princeps, celui de la jouissance, de l'empêchement de jouir de leur être que l'Occident infligerait aux musulmans. Il l'empêche parce qu'il veut imposer son propre mode de jouissance. Ce n'est pas une guerre des civilisations, parce que les islamistes même les plus radicaux sont prêts à adopter beaucoup d'inventions occidentales, certains quasiment toutes, sauf une : *la loi sécularisée*, plus exactement la loi de l'État séculier. L'Occident voudrait donc soumettre les musulmans, à l'instar du reste de l'humanité, à une loi qui les dépossède de leur mode de jouissance, selon leur loi religieuse. C'est là, à mon sens, que

réside la puissance fondamentale de l'islamisme d'une manière générale, et de l'impact de l'appel à la guerre dont le but ultime est la récupération de la jouissance volée. C'est bien plus qu'une guerre identitaire, il s'agit d'une guerre ontologique, au sens de l'ontologie du sujet, de ce à quoi l'individu s'assujettit collectivement. Du reste, on peut se demander si les plaintes et les revendications identitaires ne relèvent pas essentiellement de cet enjeu du vol de la jouissance d'être du sujet dans tel ou tel autre groupe. Et il est bien possible que ce soit là l'un des grands symptômes de la modernité, en tant qu'elle défait les certitudes sur l'intemporalité ou la stabilité de l'être, elle organise le vol ontologique partout où elle s'installe.

Maintenant si on en vient au plan géopolitique, depuis la première guerre du Golfe en 1992, les pays arabo-musulmans, Moyen-Orient et Maghreb, ont connu un quart de siècle de guerres sous toutes leurs formes : expéditions militaires, guerres civiles, massacres, génocides, supplices publics, populations assiégées, bombardées, affamés, des millions d'exilés et de réfugiés, etc. Cela se passe maintenant, à quelques heures d'avion des capitales européennes, devant nos yeux augmentés de nos écrans, des écrans devenus nos prothèses quotidiennes pour voir le monde. Quelles qu'en soient les raisons, la France est impliquée à

travers son histoire coloniale, par ses alliances stratégiques actuelles qui ont, tout de même, des conséquences militaires. Elle est partie prenante dans cet état de guerre permanent à l'instar d'autres puissances, à l'exception de la seconde guerre du Golfe. Est-il donc étonnant que la guerre se retrouve dans nos villes ? Est-il surprenant que se soient formés, dans nos quartiers relégués, des *despérados* qui trouvent enfin une cause et de la matière pour des rêves héroïques d'en découdre, voire d'en finir avec le monde, que le goût du sacrifice ait contaminé des jeunes, ayant tété à la machine communicationnelle la plus puissante et la plus englobante que l'humanité ait connu, de sorte que la différence entre les lieux et les temps s'abolisse en permanence. La guerre se déroule sans écart entre l'ici et l'ailleurs, le maintenant et l'autrefois, sur des écrans devenus ce qu'il y a de plus extime.

Dire cela, ce n'est en rien amoindrir la responsabilité de ceux qui épouvantent et tuent, ceux qui se font les agents de la terreur ; mais cette fonction d'agent doit être reliée à ce qui nous arrive avec la guerre continue, la guerre qui a formé la subjectivité d'une époque, d'une génération référée à l'islam et aujourd'hui au-delà, puisque une partie de ceux qu'on appelle radicalisés ne proviennent pas d'un milieu familial musulman : 25 %, selon les chiffres du gouvernement, sont des convertis.



Dans ce contexte, il faut se rappeler l'économie pulsionnelle que la guerre introduit, ainsi que Lacan le soulignait dans son texte de 1947 sur « La psychiatrie anglaise et la guerre<sup>5</sup> », sur le soulagement de ses symptômes que la guerre apporte pour des sujets à travers le déchaînement de la violence pulsionnelle. Il avait probablement en vue la remarque de Freud dans *Pourquoi la guerre* disant : « ... le retournement de ces forces pulsionnelles vers la destruction du monde extérieur soulage l'être vivant et a nécessairement un effet bénéfique<sup>6</sup> ». Cet « effet bénéfique », comment le penser aujourd'hui à travers le phénomène qui a pris une dimension épidémique quand des jeunes se portent volontaires pour mettre en jeu leur vie, pour immoler et s'immoler, sinon que *le pousse-au-sacrifice* est parvenu à faire son entrée dans le noyau de la subjectivité de certains d'entre eux. Ici, il faut penser la rencontre entre une offre glorieuse de mourir, qui promet la récupération d'une jouissance volée et infinitisée (le martyr, le paradis, etc.), et la capacité agonique de nombre d'individus prêts à s'en saisir. C'est ce qui produit « la chair à jihad ». La capacité agonique ne

dépend pas d'une condition pathologique particulière. Aujourd'hui, nous savons que, chez les jeunes qui se radicalisent, il y a de tout, du normal, du pathologique et de l'état limite. Je ne peux approfondir dans le cadre de cet entretien la question de l'*agonisme*, autrement dit de la puissance d'angoisse chez les êtres humains qui les conduit à lutter, à s'assembler pour combattre, à fraterniser, à se sacrifier, à agoniser au nom de... bref, à aller à l'extrémité de leur être. Cette capacité variable d'un individu à un autre peut être investie dans la destructivité mais aussi dans la créativité. Il faut tenir compte du fait que la jeunesse est la période où la capacité agonique est à la recherche avide d'investissement ; si les vieux ne lui offrent pas les moyens, les jeunes peuvent se retourner contre leur monde et contre eux-mêmes. C'est ce que le psychanalyste D. W. Winnicott a voulu dire quand, parlant des adolescents dans les années 1960, il a averti : « Vous avez semé un bébé et récolté une bombe. En fait, c'est toujours vrai, même si cela n'apparaît pas toujours<sup>7</sup>. » C'est le grand ressort de toutes les radicalisations destructrices ou créatrices. Il faut avoir à l'esprit qu'il y a un gâchis extraordinaire de la jeunesse dans le

5. Jacques Lacan, « La psychiatrie anglaise et la guerre », in *Autres écrits*, Paris, Seuil, 2001.

6. Sigmund Freud, « Pourquoi la guerre ? » (1932), *Œuvres complètes*, t. 19, Paris, Puf, 1995, p. 67-81.

7. Donald Woods Winnicott, *Conversations ordinaires*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2004.

monde musulman, à la suite d'une explosion démographique inédite qui n'est plus contrôlable par les structures anthropologiques traditionnelles, débordées et mises à mal par la modernité, mais les États n'ont pas assumé non plus leur obligation à cet égard. Il en résulte de la désaffiliation symbolique en masse, qui rend disponible de la matière pour fabriquer de « la chair à jihad ». L'immigration augmente les risques de la désaffiliation, parce qu'elle peut produire des jeunes qui ne sont ni intégrés aux références des origines parentales, ni à celles du pays hôte. Ils ne sont les filles et les fils d'aucun bord, dans *no man's land*, qui les conduit ou bien du côté de la préfecture de police ou bien du côté du Panthéon. Pour certains jeunes que j'ai rencontrés, la radicalisation islamiste relève de la lutte pour se donner une filiation qu'ils n'ont trouvée ni dans leur milieu familial, ni dans les institutions de la République. Ils veulent « se panthéoniser » avec l'offre jihadiste. Cette double désaffiliation est la condition de tous les dangers. Je ne parle pas ici de ceux qui vont devenir des délinquants ou des criminels du jihadisme, c'est-à-dire qui ne choisissent pas le combat du combattant face à des combattants, mais la lâcheté de massacrer des gens désarmés.

– *Y. C. Z.* : Y a-t-il des méthodes susceptibles d'arracher certains jeunes à l'emprise de l'islamisme ?

– *F. B.* : Pour le moment, il faut avoir l'honnêteté de dire non, parce que le travail de diagnostic différentiel dans cette catégorie hétéroclite de la radicalisation n'est pas fait encore. Il y a un lent travail de séquençage qui doit s'opérer d'une manière empirique, au cas par cas, afin de pouvoir dresser le tableau des éléments. Nous devons nous dégager des interprétations dans les grandes largeurs de la sociologie et de la politologie du type : radicalisation de l'islam ou islamisation de la radicalité et autre métathéories. Cela n'empêche pas de tenter des expériences, à condition de contrôler leurs conditions et surtout de se donner les moyens de savoir ce qu'on y fait, ce qu'on a fait à la fin.

– *Y. C. Z.* : La situation critique que nous vivons, en particulier le terrorisme aveugle, vous paraît-elle devoir durer ?

– *F. B.* : Oui, elle est durable, le monde de « la fluxation de la menace » est installé pour longtemps. C'est le corollaire de la globalisation sauvage actuelle. En attendant une autre mondialisation.

– *Y. C. Z.* : Que devons-nous faire face à la crise actuelle ?

– *F. B.* : Mettre au travail ensemble, les chercheurs, les praticiens de terrain (enseignants, éducateurs, psys, magistrats, etc.) et les acteurs publics pour traiter la menace autrement qu'en termes de flux, laisser cela à la sphère sécuritaire.

